



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **ARRÊTÉ**

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°40780-4 modifiant l'arrêté préfectoral n° 40780 du 12 mars 2013 autorisant le SMICTOM Centre-Ouest à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Gaël**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 40780 du 12 mars 2013 autorisant le SMICTOM Centre-Ouest à exploiter une installation de stockage et de traitement de déchets non dangereux au lieu-dit « Le Point Clos » sur le territoire de la commune de Gaël ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 40780-2 du 26 juillet 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 12 mars 2013 sur l'origine géographique des déchets reçus par cette installation de stockage et de traitement de déchets non dangereux située sur la commune de Gaël ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 30248-1 du 08 janvier 2021 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 juin 2000 relatif à l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu dit « Le Point Clos » sur la commune de Gaël ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 40780-3 du 18 mars 2024 portant sur la diminution des capacités de stockage à 12 500 t par an à compter du 18/03/2027 de l'installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « Le Point Clos » sur la commune de Gaël ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le dossier de porter à connaissance présenté par le SMICTOM Centre-Ouest en date du 04 août 2023 concernant l'extension de la modification de géométrie des casiers 1 et 2, le dossier joint ainsi que ses compléments apportés notamment le 20 octobre 2024 ;

**VU** le retour apporté par le Conseil Régional de Bretagne ;

**VU** la procédure de participation du public par voie électronique qui a eu lieu du 30 septembre 2024 au 14 octobre 2024 ;

**VU** les observations de la participation du public par voie électronique (PPVE) ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 décembre 2024 ;

**VU** l'avis favorable émis lors de la séance du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du 15 octobre 2024 ;

**Considérant** que l'exploitant souhaite prolonger sa mission de service public ;

**Considérant** que cette modification de géométrie des casiers 1 et 2 n'entraîne pas de risques, nuisances ou impacts supplémentaires pour les tiers et l'environnement ;

**Considérant** que l'augmentation des capacités totales de stockage ne constitue pas une extension de l'installation au sens de l'article R122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant n'utilise pas la totalité de la capacité annuelle autorisée par l'arrêté du 12 mars 2013 susvisé ;

**Considérant** les objectifs du plan régional de prévention et de gestion des déchets inclus dans le SRADDET Bretagne de juin 2023 en matière de réduction des volumes d'enfouissement de déchets non-dangereux et non-inertes à compter de 2027 ;

**Considérant** que la modification demandée ne concerne ni l'emprise de l'établissement, ni la nature ou la provenance des déchets admis ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** l'absence d'observation concernant la participation du public par voie électronique réalisée conformément à l'article L123-19-2 ;

*Le pétitionnaire entendu,*

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> : Identification

Le SMICTOM Centre-Ouest, dont le siège social est situé au 5 ter, rue de Gaël à Saint-Méen-Le-Grand, autorisé à exploiter, sur le territoire de la commune de Gaël au lieu dit « Le Point Clos », une installation de stockage et de traitement de déchets non dangereux, est tenu de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

### Article 2 :

Le tableau de classement figurant à l'article n° 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 40 780 du 12 mars 2013, est modifié comme suit :

Rubrique		Nature des installations et volumes d'activités	Régime*
N°	Intitulé		
2760-2	<b>Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720.</b>  2- Installation de stockage de déchets non dangereux autres que celles mentionnées au 3	Installation de stockage de déchets non dangereux, capacité maximale : <b>327 390 m<sup>3</sup> ou 261 912 t</b>  Activité annuelle maximale : <b>15 000 t</b> dont 5 000 t de DIB jusqu'à mars 2027 puis <b>12 500 t</b> par an  <b>Jusqu'au 31 décembre 2034</b>	A
3540	<b>Installation de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 :</b>  1. Installation d'une capacité totale supérieure à 25 000 t	Installation de stockage de déchets non dangereux, capacité maximale : <b>327 390 m<sup>3</sup> ou 261 912 t</b>  Activité annuelle maximale : <b>15 000 t</b> dont 5 000 t de DIB jusqu'à mars 2027 puis <b>12 500 t</b> par an	A
2714-2	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</b>  2. Supérieur au égale à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Activité annuelle maximale : 202,5 m <sup>3</sup>	D
2715	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m<sup>3</sup>.</b>	Activité annuelle maximale : 500 m <sup>3</sup>	D



2716-1	<p><b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnées à la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1</b></p> <p>1. Supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup></p>	<p>Activité annuelle maximale : 940 m<sup>3</sup></p>	E
2780.2 a	<p><b>Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.</b></p> <p>2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de boues de station d'épuration des eaux de papeteries, de boues de station d'épuration des eaux d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 :</p> <p>a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j</p>	<p>Activité annuelle maximale : 84 t/j</p>	A
2782	<p><b>Installations mettant en œuvre d'autres traitements biologiques de déchets non dangereux autres que ceux mentionnés aux rubriques 2780 et 2781 à l'exclusion des installations soumises à une autre législation</b></p>	<p>Activité annuelle maximale : 25 000 t</p>	A
2171	<p><b>Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole</b> Le dépôt étant supérieur à 200 m<sup>3</sup></p>	<p>Activité annuelle maximale : 5 000 m<sup>3</sup></p>	D

(\*) **Régime** : A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration

### **Article 3 :**

Les dispositions de l'article n° 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 40 780 du 12 mars 2013, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les installations autorisées sont situées sur la commune de Gaël au lieu-dit « Le Point Clos » sur les parcelles section E n° 696, 697, 698, 703, 704, 712, 713, 714, 718, 719, 720, 722, 723, 725, 726, 727, 728, 729, 941, 943, 959, 1072, 1086, 1087, 1088, 1089, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1221, 1224, 1225, 1227, 1249 représentant la surface totale d'environ 17 hectares dont 5,253 hectares sont destinés à recevoir la zone de stockage de déchets (casiers 1 et 2) issues de la modification objet du porter à connaissance du 04 août 2023. »

#### **Article 4 :**

Le tableau figurant à l'article n° 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 40 780 du 12 mars 2013, est modifié comme suit :

Casier	Alvéole	Surface de fond de l'alcéole (m²)	Hauteur moyenne des déchets (m)	Côte finale maximale après réaménagement (m)	Volume de stockage (m3)
1	1	6020	5,6	118,5	33900
	2	5080	5,8	120,5	29400
	3	5150	5,2	119,5	27000
	4	4365	6,5	119	41000
	5	5150	5,6	120	28900
	6	5270	4,5	119,5	23600
2	7	3710	8,2	115,4	38400
	8	3775	9	115,5	43800
	9	3720	9,5	114	61390

#### **Article 5 :**

Les dispositions de l'article n° 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n°40 780 du 12 mars 2013, sont remplacées par les dispositions suivantes :

*« La présente autorisation cesse de produire effet si les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.*

*L'arrêt de l'activité de l'installation de stockage de déchets non dangereux sera effectif au plus tard le 31 décembre 2034. Cette durée correspond à la période d'apport des déchets sur la base d'un tonnage annuel de 15 000 tonnes par an jusqu'à mars 2027 puis à une diminution de capacité à 12 500 tonnes par an. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée.*

*Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive. »*

#### **Article 6 :**

Le tableau de l'article n° 1.6.2 de l'arrêté préfectoral n°40 780 du 12 mars 2013 est modifié comme suit :

Périodes	Total HT (en euros)	Total TTC (en euros)
Exploitation	1 017 541	1 221 050
Post-exploitation		
Dans les 5 ans suivant l'arrêt	763 156	915 787
De la 6ème à la 15ème année	572 367	686 840
16ème année	566 643	679 972

17ème année	560 920	673 104
18ème année	555 196	666 235
19ème année	549 472	659 367
20ème année	543 749	652 498
21ème année	538 025	645 630
22ème année	532 301	638 762
23ème année	526 578	631 893
24ème année	520 854	625 025
25ème année	515 130	618 156
26ème année	509 407	611 288
27ème année	503 683	604 420
28ème année	497 959	597 551
29ème année	492 236	590 683
30ème année	486 512	583 814

### **Article 7 : Annexes**

Les annexes 1 et 2 permettant d'apprécier les modifications de géométrie des casiers 1 et 2 sont ajoutées à l'arrêté préfectoral n°40 780 du 12 mars 2013.

### **Article 8 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérécours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur ou au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours franc à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51).

## **Article 9 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gaël et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Gaël, ainsi qu'au SMICTOM Centre-Ouest.

Fait à Rennes, le **28 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

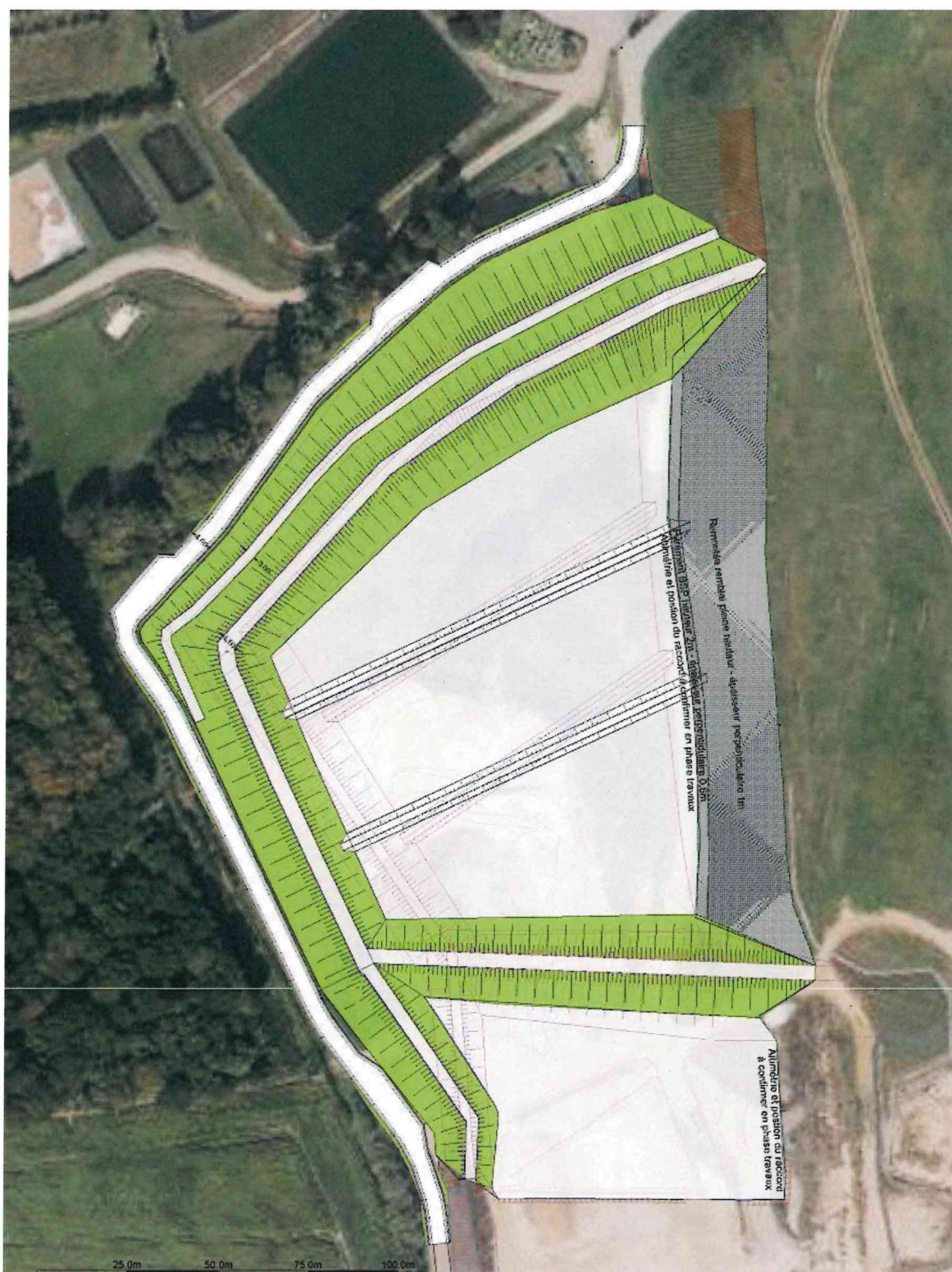


Pierre LARREY



## Annexe 1

Plan de superposition de l'emplacement des casiers après la modification de géométrie des casiers

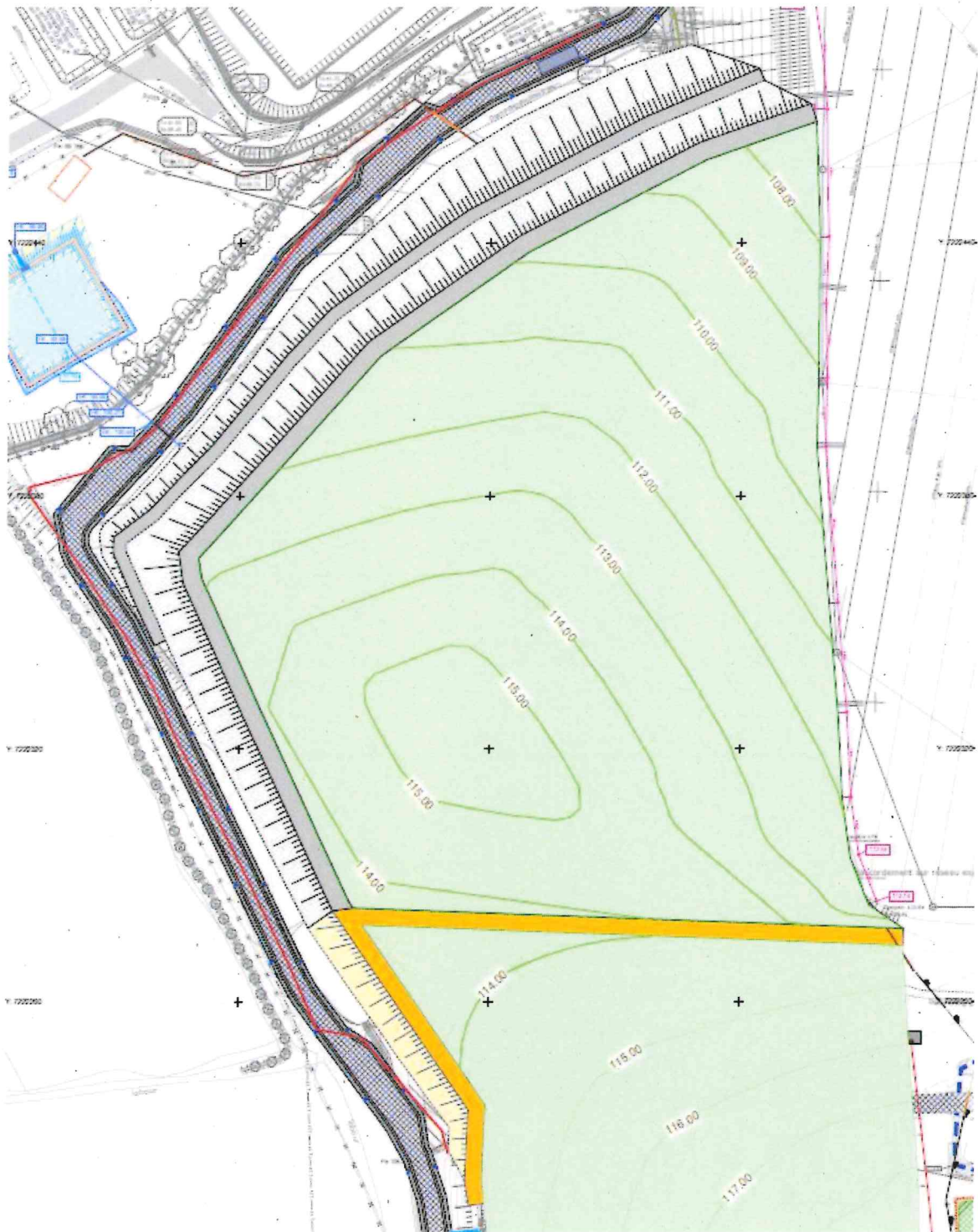


Projet 2011 en violet et projet objet du présent arrêté complémentaire en vert



## Annexe 2

### Géométrie du réaménagement



Digue crête en jaune, limites du site en rouge, drainage biogaz en rose